

Le 26 août, durant la pire période de pluies, l'État d'Oaxaca a devancé sans préavis les élections municipales prévues pour octobre, qui appelaient aux urnes les 35 000 paysans de la région de Loxicha. Des villages et rancherías éloignés dans les montagnes n'en ont rien su. Une tactique que dénonce Juan Valencia, de l'organisation Peuples contre la répression et la militarisation de la région de Loxicha.



ressources naturelles : pétrole, gaz, uranium, titane, cuivre, de l'eau (le quart des réserves mexicaines, 45% de son potentiel hydroélectrique), des forêts parmi les plus diversifiées au monde, etc. La majorité des 11 millions d'Amérindiens du Mexique vit sur ces terres.

Juan Valencia a 27 ans et il milite au sein de l'organisation *Pueblos Contra la Represion y Militarizacion de la Region Loxicha*. «La militarisation de notre territoire, c'est la première chose que le gouvernement fait pour imposer son Plan Puebla-Panama, constate-t-il. Nous aussi nous pensons au développement. Mais à celui qui va durer, où nous puissions être unis avec la nature, conserver notre eau et nos terres, les animaux. C'est pourquoi le peu que nous connaissons du Plan Puebla-Panama ne nous plaît pas du tout.

«Nous comprenons ce que cela viendra chercher», précise M. Valencia. «Dès que le *canale* (c'est ainsi que les indigènes désignent la *Trans-Isthmus Highway*) entre Coatzacoalcos et Salina Cruz sera ouvert, ils vont créer des routes secondaires et dévaster notre environnement. Ils vont provoquer la migration des gens pour qu'ils aillent travailler dans les maquiladoras. Ça va changer complètement l'environnement. Il y aura beaucoup de contamination, tant humaine qu'environnementale.»

Les Indigènes n'ignorent pas qu'ils sont au centre d'enjeux économiques et financiers colossaux. «Nous avons trouvé très intéressant les manifestations qu'il y a eu au Nord contre la mondialisation», poursuit Juan Valencia. «Nous voudrions établir des contacts, connaître vos luttes, pour mieux fortifier nos alliances. Souvent nous avons besoin d'observateurs. Votre présence dans nos communautés permet que la police ne puisse pas nous arrêter!»

«Ils vont provoquer la migration des gens pour qu'ils aillent travailler dans les maquiladoras.»

Car la répression s'abat sur les opposants, malgré les promesses et les paroles d'apaisement du président Fox, et la violence se perpétue sous la férule des caciques, des grands propriétaires, des escadrons de la mort et des paramilitaires.

Le 19 juillet 2001, deux semaines après que nous l'ayons rencontré, Raul Gatica, avec trois camarades, a été victime d'un attentat sur la route de San Miguel Suchixtepec, dans la région de Miahuatlan de la Sierra Madre del Sur (Oaxaca). Ils sont sortis indemnes de cette attaque par miracle. C'était le deuxième attentat contre Raul Gatica en 18 mois.

Gatica fait partie du *Consejo Indigena Popular de Oaxaca Ricardo Flores Magon (CIPO-RFM)*, du nom d'un influent idéologue indigène. D'ailleurs, 80% des *colonos* de l'Armée zapatiste de libération nationale du Chiapas (connue par son sigle espagnol, EZLN) se disent *magonistes*.

Pour résumer la situation dans les États du sud du Mexique, et pour faire image, disons que c'est comme si Québec ou Ottawa décidait unilatéralement d'abolir la Con-

vention de la Baie James passée avec les Cris, les Inuit et les Innus; de refuser désormais de reconnaître les droits aborigènes; d'aller de l'avant avec la construction de barrages et les coupes à blanc sans demander la permission aux Autochtones.

«Tout comme avec le Plan Colombie», analyse Carlos Fazio, du quotidien *La Jor-dana*, «l'intention des États-Unis, avec le Plan Puebla-Panama, est de faciliter le travail des multinationales dans la région par la privatisation des accès portuaires et aéroportuaires, de l'énergie électrique, de l'eau et des réserves de gaz détenues par Pemex (société pétrolière nationale du Mexi-►